

À Bruxelles, l'agriculture urbaine espère plus de soutien

À Bruxelles, plus de 50 projets d'agriculture urbaine ont vu le jour ces 10 dernières années. Mais le secteur dénonce un manque d'aides publiques. En attendant que la nouvelle politique de soutien de la Région soit dotée d'un budget à la hauteur de ses objectifs, les fermes bruxelloises tâtonnent pour rester viables.

Leo Wagemans | Journaliste

Gabriele est maraîcher-formateur chez Graines de Paysans (Anderlecht), une initiative qui permet à des projets d'agriculture urbaine de grandir. © Gaëlle Henkens



Lorsqu'on imagine une ville du futur, on a tendance à placer de la verdure sur tous les toits, des plantes grimpantes et des légumes prenant le contrôle du haut des gratte-ciel, ou encore des salades poussant sous une lumière artificielle dans des hangars. Si cette vision technologique de l'agriculture urbaine séduit quelques gros investisseurs¹, la plupart des professionnelles de l'agriculture urbaine à Bruxelles défendent une vision plus paysanne du modèle.

Sans compter les activités agricoles plus conventionnelles menées en périphérie de la capitale, Bruxelles compte aujourd'hui une cinquantaine de projets d'agriculture urbaine alors que ceux-ci étaient quasiment inexistant il y a 10 ans. D'après la FedeAU, la Fédération bruxelloise qui représente le secteur, ces projets se caractérisent non seulement par leur localisation en ville, mais aussi par « *la diversité de leurs activités sur petites surfaces et leurs pratiques écologiques* ».

Malgré leur petite échelle, ils bénéficient directement à plus de 85.000 personnes, soit 7% de la population de la Région, vante la FedeAU. Des bénéficiaires principalement sociaux puisque la plupart sont aussi des lieux de formation, d'aide sociale ou encore d'accueil du grand public.

La FedeAU souligne également leurs impacts positifs non chiffrés « *en termes de qualité des sols, lutte contre les inondations, stockage de CO₂, réduction des îlots de chaleur et circularité des déchets organiques* ».

Et la production nourricière dans tout ça? Elle s'élevait à 470 tonnes en 2022, de quoi nourrir en fruits et légumes... 0,3% de la population bruxelloise. En 2016, la stratégie « Good Food » de la Région bruxelloise visait notamment à atteindre une autonomie de 30% en fruits et légumes d'ici 2035. [...]

¹ Lire à ce sujet l'enquête « Bigh Farm (Anderlecht) : des millions pour du vent », dans *Tchak* n° 13 (<https://tchak.be/index.php/2023/04/18/bigh-farm-ferme-urbaine-anderlecht>).

Un objectif complètement irréaliste abandonné depuis lors, même si la Région vise toujours à « intensifier et soutenir une production agroécologique à Bruxelles et en périphérie ».

Pour Lison Hellebaut, experte en agriculture urbaine chez Bruxelles-Environnement, la force du secteur est sa multifonctionnalité plus que sa productivité : « En ville, il y a une forte concurrence des fonctions : quand un espace est disponible, on peut en faire une activité économique, du logement, un espace vert... L'agriculture urbaine a cette qualité de concilier espace économique et espace vert, et peut avoir différents objectifs : nourricier, pédagogique ou de soutien à la biodiversité ».

Problème : le secteur génère peu de revenus. Jusqu'ici, le gouvernement bruxellois lançait des appels à projets annuels pour distribuer à peine 250.000€ d'aides. Mais ce système est voué à s'arrêter l'année prochaine. Afin de le remplacer, le gouvernement bruxellois a récemment déposé un projet d'ordonnance - approuvé en première lecture au moment du bouclage de ce texte. Son objectif est d'organiser un financement structurel au bénéfice des

producteur-ices bruxellois-es et d'y ajouter des aides à l'investissement.

Alain Maron, ministre bruxellois de l'Environnement et de la Transition climatique, assure défendre l'agriculture urbaine : « Préserver nos terres agricoles et faire en sorte que les pratiques culturales qui s'y développent soient favorables à la biodiversité, aux sols vivants, revient en réalité à protéger notre environnement, participe à la lutte contre le changement climatique, à la résilience de la ville et contribue à la bonne santé des citoyens », affirme-t-il.

La FedeAU se réjouit de pouvoir bientôt compter sur un cadre plus structurel. « Mais il reste encore beaucoup d'inconnues », pointe Gaëtane Charlier, sa coordinatrice, alors que le montant des aides sera défini dans un second temps par un arrêté du gouvernement.

La force de l'agriculture urbaine est sa multifonctionnalité plus que sa productivité : elle peut avoir une vocation nourricière, pédagogique ou de soutien à la biodiversité. © Gaëlle Henkens



Même si, d'après une étude du Laboratoire sur l'agriculture urbaine de Montréal, Bruxelles est la deuxième ville pionnière du domaine derrière Montréal, les projets restent très fragiles. « Les réalités des agriculteur-ices des villes sont différentes de celles d'agriculteur-ices plus ruraux, plaide Gaëtane Charlier. Souvent, ils ne sont pas eux-mêmes issus du milieu agricole. De plus, vu la petite taille de son secteur agricole, Bruxelles n'a pas intégré la PAC [la politique agricole commune de l'Union européenne, NdIR]. Grâce à un accord avec la Flandre, ils ont accès uniquement au premier pilier d'aides. Mais dans les faits, un seul agriculteur touche ces aides car elles sont très peu adaptées aux projets sur petite surface ».

En conséquence, la FedeAU a calculé que « les agriculteur-ices durables de Bruxelles ont un revenu médian brut de 1200€/mois/équivalent temps plein. Soit 750€ en moins que le salaire minimum bruxellois ».

Comment font donc ces projets pour survivre ? Quelles sont leurs spécificités ? Tchak est allé à la rencontre de quatre d'entre eux, chacun avec son propre modèle.

Resculpter les récits sur l'alimentation

L'un des principaux bienfaits souvent évoqué pour l'agriculture urbaine, c'est de reconnecter les mangeur-euses à leur nourriture. Dans ce contexte, l'ASBL La Ferme du Chaudron, située à Anderlecht, s'est fixé pour objectif de porter au grand public les enjeux de l'alimentation. Pour l'association, se nourrir est trop souvent un impensé, qui se résume à faire ses courses dans le supermarché le plus proche. « Très peu de personnes ont conscience de ce que ça implique de nourrir une ville comme Bruxelles, observe Clara Dinéty, coordinatrice du projet. On a toujours l'impression que l'accessibilité à une alimentation de qualité n'est qu'une question financière, mais les personnes qui en ont les moyens font rarement le choix de s'alimenter correctement. L'agro-industrie et les produits ultra-transformés sont la base de notre alimentation », se désole-t-elle.

En 2021, la Ferme du Chaudron et trois autres ASBL (DoucheFlux, Happy Farm et les gastro-sophes) ont remporté un marché public de Bruxelles Environnement visant l'exploitation d'une ferme située à Neerpede. Leur projet : créer une maison de la souveraineté alimentaire. Sur le lieu qui ouvrira ses portes cet automne, on retrouvera, entre autres, un restaurant, un point de vente, un jardin-potager, ainsi que différents ateliers de transformation alimentaire low-tech, tisanerie ou maraîchage. DoucheFlux y emmènera des personnes en situation précaire afin de leur donner accès à un espace vert et des produits alimentaires locaux. En attendant, le Champ du Chaudron, espace qui jouxte la future maison de la souveraineté alimentaire, fournit déjà des paniers de légumes. Dans l'esprit de la sécurité sociale de l'alimentation, pour laquelle milite la Ferme du Chaudron, ils sont vendus par abonnement dont le tarif varie en fonction des ressources des bénéficiaires : de 130€ à 195€ pour une saison de trois mois. [...]

Un espace pour tester son activité

Si les projets d'agriculture urbaine fleurissent dans la capitale ces dernières années, c'est en grande partie grâce à l'association Le Début des Haricots, créée en 2005. En 2016, l'ASBL a lancé Graines de Paysans, un incubateur d'activités permettant à des jeunes producteur-ices d'avoir accès à un terrain, de l'équipement et un accompagnement individuel. Située sur 4,5ha de terrains constructibles à Anderlecht, la commune bruxelloise qui possède le plus de terres agricoles, l'initiative permet à neuf projets de se former pendant trois ans. Gabriele, maraîcher formateur sur l'exploitation, revient sur la mission de l'espace test : « Notre idée est de donner du souffle aux personnes désirant faire du maraîchage en ville. On veut donc aider à se lancer, et à apprivoiser les réalités des exploitations urbaines. Quand on démarre une activité, on doit faire face à deux problèmes majeurs : l'accès à la terre, et la viabilité économique. On permet à nos bénéficiaires de ne pas devoir s'en occuper, mais on n'est pas naïfs, on sait que ces problèmes sont simplement reportés à plus tard ».

D'un regard attentif, Gabriele vérifie que tout se passe bien pour le groupe de jeunes qui visitent la ferme ce jour-là. Pour lui, l'évolution de l'agriculture a déconnecté les consommateurs : « On dit que l'agriculture est née autour des villages, elle était donc urbaine au départ. Aujourd'hui, on pense que la ville est un lieu de consommation et de services. On a perdu le contact avec nos espaces de production. On doit remettre un rôle actif à l'individu pour qu'il puisse entrer en interaction avec les éléments naturels, et il doit le faire en groupe, parce qu'on ne cultive pas seul ».

Au milieu des champs de l'exploitation, Robin s'affaire à repiquer des salades sur sa parcelle. Derrière lui, l'enseigne d'Ikea, devant lui, des blocs d'immeubles. L'ancien chercheur voulait

trouver un métier avec plus de sens. Si l'espace test a pu confirmer son envie de devenir maraîcher, il ne continuera pas à Bruxelles : « C'est ma troisième année sur l'espace test. On cherche un terrain en dehors de Bruxelles pour créer une ferme collective avec deux autres agricultrices de l'incubateur. À Bruxelles, ce n'est pas possible de trouver des terres assez grandes pour nous accueillir à trois ».

L'insertion socioprofessionnelle, autre source de financement

De l'autre côté de Bruxelles, à Neder-Over-Heembeek, la ferme urbaine du Début des Haricots propose également des emplois permettant d'apprendre le maraîchage urbain avec un objectif d'insertion socioprofessionnelle. Pour le projet, c'est une manière de toucher des financements du ministère de l'Emploi, et les salaires des apprentis sont versés par Actiris ou le CPAS. Sans cela, la ferme ne serait pas à l'équilibre financièrement.

« L'équipe d'apprentissage est composée de huit personnes, qui restent en général deux années. Ce sont souvent des personnes en transition, en train de se restructurer professionnellement. Pas mal d'entre elles rebondissent vers l'espace-test », explique Natasha, formatrice en maraîchage qui relève aussi la féminisation progressive de son public.

Au départ, la ferme avait misé sur le zéro pétrole, avec des livraisons à vélo et de la traction animale. Elle a cependant introduit un motoculteur afin de proposer une formation la plus complète possible à ses bénéficiaires. Si l'exploitation est en partie située sur une zone Natura 2000, elle n'en reste pas moins directement connectée à la ville, en étant notamment bordée de logements sociaux. Pour la formatrice, il était essentiel de construire une relation avec les habitant-es, qui sont les bienvenu-es sur l'exploitation : « On organise chaque semaine des ateliers cuisine avec une associa-

tion du quartier. C'est un travail de longue durée, qui commence à porter ses fruits. »

L'exploitation travaille également avec le projet Nos Oignons, qui amène sur l'exploitation des personnes fragilisées mentalement afin de les reconnecter à la nature.

Un hors-sol déconnecté de la terre mais pas des gens

Entre ASBL d'insertion sociale, de formation ou projets commerciaux, la majorité des projets d'agriculture urbaine bruxelloise se développent en pleine terre. Néanmoins, étant donné le peu de terres agricoles disponibles, et la difficulté de les préserver face à une crise du logement toujours plus forte, certains envisagent l'agriculture hors-sol intégrée dans une économie sociale circulaire.

Léna De Bradandere et Francisco Dávila, chercheur-euses en agroécologie à l'ULB, travaillent sur le projet Lagum, une exploitation en toiture à Ixelles. « On voulait évaluer un type de dispositif hors-sol, et voir s'il faisait sens dans la ville, voir ses points forts et ses points faibles. On ne défend pas à 100% l'agriculture hors-sol. Dans le cadre de Lagum, cela a demandé beaucoup de temps et d'argent, que ne pourraient pas se permettre les acteur-ices de l'agriculture urbaine bruxelloise », reconnaît Léna.

Amorcé en 2013, le projet a vu le jour en 2020, et a nécessité un investissement de 1,6 million d'euros provenant de la commune d'Ixelles et du fonds FEDER. S'il est déconnecté du sol, Lagum veut rester connecté aux gens : l'exploitation fournit Refresh, un restaurant d'économie sociale situé à côté, et accueille des personnes désirant se former au maraîchage.

« C'est un espace de démonstration, certaines techniques qu'on utilise ne sont pas indispensables, mais servent à montrer au public ce qu'il est possible de faire sur de petites surfaces, comme leur balcon par exemple, pré-

cise Francisco. On produit une quarantaine de légumes, réfléchis en fonction des variétés qui résistent le mieux aux changements de températures et aux attaques de pigeons. » Même si, selon les universitaires, Bruxelles est trop peu pensée en termes de circularité de productions, ils tentent de récupérer un maximum de ressources, comme du compost local.

Après trois saisons, ce projet leur a permis de tirer quelques conclusions. D'abord, il a un impact positif sur la biodiversité, en augmentant la présence d'insectes pollinisateurs. Ensuite, pour Léna, c'est aussi un exemple montrant le pouvoir d'action des communes : « Le projet Lagum a montré qu'une commune peut donner les moyens. Elles peuvent facilement trouver des fonds pour le lancement de projets, mais pas dans une logique de pérennisation de ces projets. C'est ça la grosse problématique de Bruxelles. »

Francisco, lui, se demande si on prend l'agriculture bruxelloise au sérieux : « En termes de financements et de foncier, il faut arrêter de ne laisser que des miettes à l'agriculture urbaine. On lui demande d'être génératrice de revenus autant que l'agriculture conventionnelle, qui a beaucoup plus d'espace et est financée par la PAC. »

Pour le chercheur, la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine justifie qu'elle ait davantage besoin d'investissements : « On peut répartir les fonctions de l'agriculture urbaine en 12 groupes, comme la santé, la circularité, le social, la biosphère... Pour les projets urbains, la production n'est pas toujours la fonction la plus importante. Ces derniers se doivent d'être multifonctionnels, mais cela demande du temps et des compétences différentes. Et certaines fonctions ne rapportent pas d'argent, comme préserver la biodiversité par exemple. C'est pourquoi les projets urbains, multifonctionnels par nature, doivent être financés par les pouvoirs publics », conclut-il. ●